

RIPOSTE AU VIH LE PRÉSIDENT SALL SONNE LA MOBILISATION



TROIS QUESTIONS À

Daouda Diouf
Institut de la Société
Civile

VIE DU PROGRAMME

1^{ER} Décembre 2021
Journée Mondiale de lutte contre le Sida



EDITO



L'année 2021 qui avait débuté sur une note morose, s'achève avec la renaissance de l'espoir. L'engagement du président Macky Sall aux côtés des acteurs de la riposte contre le VIH a été réitéré, et de quelle façon ! Le sommet de l'Afrique de l'Ouest et du Centre sur le VIH, tenu à Dakar au début du mois de Novembre 2021, lui a servi de tribune pour appeler à une plus grande solidarité mondiale et à un engagement accru des autres chefs d'état africains pour éradiquer le Sida. Sans lésiner sur les moyens. Et comme pour donner l'exemple, il annonce un surplus de deux milliards sur le budget annuel que l'état du Sénégal octroie à la lutte contre le Sida, avant de lancer un appel à la mobilisation.

Comme pour couronner une réussite. Celle de l'organisation de ce sommet de Dakar sur le VIH qui a eu pour mot d'ordre de ne laisser personne au bord de la route qui mène à 2030 et à l'éradication envisagée et espérée du Sida. Cette rencontre a permis de passer en revue tous les aspects liés à la riposte contre le VIH et surtout d'identifier les obstacles autour de la problématique des populations clé, de l'éducation des filles, du financement de la riposte, de l'apparition ou de la persistance d'autres maladies.

Et c'est aussi dans cette optique qu'il faut situer le thème de la Journée Mondiale de lutte contre le Sida 2021 et son thème : Mettre fin aux inégalités, Mettre fin au sida, Mettre fin aux pandémies.

Une façon d'inciter les gouvernements du monde entier à prendre conscience des conséquences des inégalités sur la propagation du VIH et de bien d'autres maladies.

Le CNLS était sur cette trajectoire déjà, en se penchant sur tous ceux qui risquent d'être laissés en rade dans la riposte. Le premier acte à poser est d'estimer ces cibles dans le but de mieux orienter les interventions. C'est dans ce cadre qu'il faut situer le lancement récent de deux études. D'abord une enquête bio-comportementale sur les handicapés et une autre sur la cartographie et la vulnérabilité des populations clé.

La présentation des grands axes stratégiques du programme était ainsi devenue une nécessité, d'autant que ceux-ci tournent autour de la question des droits Humains et la lutte contre la discrimination et la stigmatisation. Il est devenu en effet urgent d'expliquer aux acteurs gouvernementaux, aux parlementaires, aux leaders religieux et aux médias l'intérêt de prendre en compte les couches vulnérables et leurs droits à accéder aux soins. La constitution donne ce droit à tout sénégalais sans distinctions de race, d'ethnie, de sexe ou de religion. Une série de rencontres de plaidoyer avec ces différents secteurs socioprofessionnels a permis de rappeler ce principe et d'aider à faire prendre conscience de l'importance, et du caractère incontournable de la prise en charge sans discrimination ni stigmatisation des populations clés.

Le CNLS qui, au plus fort de la persistance de la covid 19 a, malgré tout, réussi à mettre en œuvre des campagnes de communication essentielles, prouvant ainsi sa capacité de résilience. Il en est ainsi de la campagne U=U (undetectable=untransmissible). Le but est de rappeler qu'une bonne observance du traitement ARV permet de rendre le virus indétectable et qu'il est impossible de le transmettre, permettant de ce fait, de rompre la chaîne de transmission. Une campagne qui permet aussi aux personnes vivant avec le VIH de retrouver une certaine dignité tout en leur évitant l'auto-stigmatisation.

La situation des enfants vivant avec le VIH préoccupe le CNLS au plus haut point. Et c'est ainsi qu'il faut entendre la campagne de mobilisation de ressources pour leur prise en charge. Une initiative d'autant plus pertinente que beaucoup d'enfants, souvent orphelins ou en situation de vulnérabilité, éprouvent des difficultés pour suivre de façon correcte leur traitement, entraînant quelquefois des décès. Une situation qui est la conséquence d'une précarité économique prononcée. Cette campagne vise ainsi à redresser la barre avec l'implication de tous en faveur des enfants.

Les acteurs partenaires du Cnls n'ont pas été en reste durant cette période. L'ONUSIDA s'est ainsi distinguée par un don de kits alimentaires destinés

aux orphelins et enfants vulnérables. Un appui remarquable en période d'urgence sanitaire que constitue la Covid 19 et qui a fortement limité le déplacement des populations et leurs rapports avec les structures de santé.

L'ONUSIDA, dont la directrice exécutive, en marge du Sommet AOC sur le VIH, a tout de même pu visiter le centre de prise en charge intégrée des addictions de Dakar (CEPIAD). Mme Winnie BYANIYMA était ainsi l'invitée d'honneur des journées portes ouvertes du centre qui aide les consommateurs de drogue intraveineuse à se départir de leurs addictions et à retrouver une vie normale. L'ONUSIDA qui se dit plus que jamais disposée à accompagner le CEPIAD dans sa recherche du bien-être des populations.

Les partenaires religieux du CNLS dans la riposte ont, sous l'égide du CNLS, accompli le tour du Sénégal pour sensibiliser leurs pairs sur les conséquences désastreuses de la discrimination et de la stigmatisation, en particulier des populations clés, sur la lutte contre le Sida. Leur compréhension de cette situation ne peut que susciter l'espoir dans un pays à majorité composé de croyants.

L'heure est plus que jamais à la mobilisation de tous, partout et pour tous avec un seul but : Vaincre le VIH à l'horizon 2030.

Dr Safiatou THIAM, Secrétaire Exécutive du CNLS

OURS

Directeur de Publication

Dr Safiatou Thiam

Comité de rédaction

Seynabou Mbodji, Mariame Ba, Audrey Manga, Adja Fatou Kiné Faye

Rédacteur en Chef

Macoumba Mbodji

PHOTO

Patrick AHO

Ont collaboré à ce numéro

Dr Fat Nar Mbaye Diouf Chef de l'Unité Programmatique(CNLS)

SOMMAIRE



VIE DU PROGRAMME

Sommet de l'Afrique de l'Ouest et du Centre sur le VIH : Une réponse qui ne laisse personne pour compte dans le contexte de Covid -19 et des nouvelles pandémies

Enquêtes : Estimer les cibles pour orienter les interventions

1. **Enquête** bio comportementale chez les personnes handicapées
2. Cartographie et vulnérabilité des populations clés

Journée Mondiale de lutte contre le Sida 2021 : Mettre fin aux inégalités, Mettre fin au Sida, Mettre fin aux épidémies

Rencontres de plaidoyer : Le CNLS présente ses grandes orientations stratégiques aux Acteurs gouvernementaux, députés, journalistes, BREIPS



DOSSIER

Une riposte résiliente malgré le contexte de COVID 19 : Le CNLS déroule deux campagnes : la prise en charge des enfants, une bonne observance du traitement (U=U)



TROIS QUESTIONS À

Daouda Diouf (Institut de la Société Civile)



ECHOS DES ACTEURS :

- **L'Onusida offre des kits alimentaires aux orphelins et enfants vulnérables :**
- **Journées portes ouvertes du CEPIAD** : Mme Winnie Byanyima en invitée de marque
- **Réduire la stigmatisation et dépister les enfants** : Le ministère de la famille confirme son engagement auprès des acteurs de la riposte
- **Sida et Religion** :-Le CNLS et les régions médicales déroulent le plaidoyer avec les religieux.

SOMMET DE L'AFRIQUE ET L'OUEST ET DU CENTRE SUR LE VIH **UN APPEL POUR RÉINVENTER LA RÉPONSE À LA PANDÉMIE DE VIH**

La rencontre de trois jours à Dakar consacrée à la lutte contre le VIH en Afrique de l'Ouest et du Centre a pris fin sur un appel. La rencontre était co-organisée par l'ONUSIDA et l'Institut de la société civile sur le VIH et la santé en Afrique occidentale et centrale, sous l'égide du Président du Sénégal, Macky Sall. Il s'est tenu avec le soutien du Luxembourg et de la Fondation Bill et Melinda Gates. Les organisateurs ont estimé en effet que, pour obtenir une riposte au VIH qui ne laisserait personne au bord de la route, certaines mesures s'avèrent inévitables

Elargir l'offre de traitement et augmenter les financements

Il est question dans cet appel de renforcer les infrastructures des organisations communautaires et les systèmes de santé des pays grâce à l'adoption de politiques sanitaires adéquates, et à la mobilisation de financements durables. Cela passe par l'élargissement de l'offre de services de traitement et de prévention du VIH par des organisations communautaires en partenariat avec le système de santé publique.

L'appel de Dakar poursuit et propose de mettre à jour les politiques de santé pour les aligner sur les données scientifiques les plus récentes afin de répondre à la pandémie de VIH. Les gouvernements sont invités à revoir leurs politiques sanitaires à la lumière des données scientifiques et des preuves d'efficacité les plus récentes et à adapter les programmes.



Les participants à cette rencontre ont aussi estimé nécessaire d'augmenter de 33% les ressources nationales et internationales consacrées au VIH dans la région d'ici 2025 et de supprimer les obstacles financiers à l'accès individuel des personnes vivant avec le VIH aux services de santé.

Placer la réponse au VIH, et la COVID-19, au centre du dispositif pour préparer et répondre à l'émergence possible de futures pandémies

Ces mesures incluent de développer et de protéger le personnel de santé formel et informel, d'informer les décisions par des données scientifiques, de mettre en œuvre des réponses fondées sur les droits et de garantir un accès équitable aux nouvelles technologies médicales.

Ces quatre actions devraient être mises en œuvre au cours des trois prochaines années et permettraient à la région de se rapprocher de l'objectif mondial de 2025, à savoir que 95 % des personnes connaissent leur statut VIH, 95 % des personnes connaissant leur statut VIH commencent un traitement et 95 % des personnes sous traitement soient sous suppression virale. Elles contribueraient à une réduction spectaculaire du nombre de décès liés au sida et de nouvelles infections à VIH dans la région.

« Mettre fin aux inégalités et se mettre sur la voie de l'élimination du sida d'ici à 2030 ».

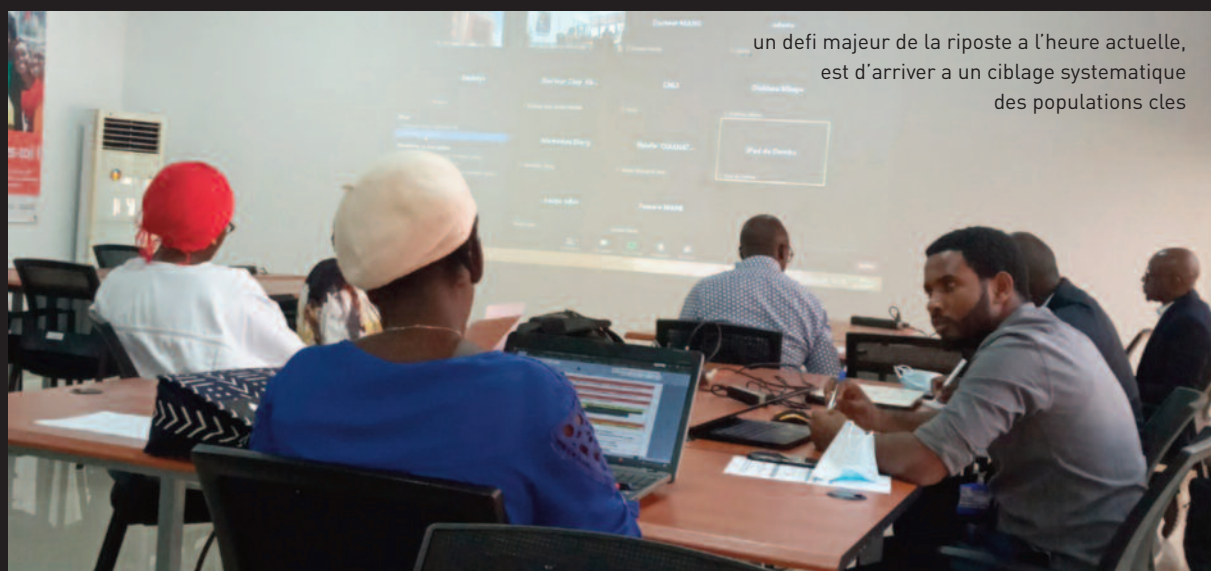
Au cours du sommet, les gouvernements, les acteurs de la société civile, les organisations dirigées par les communautés, les scientifiques et d'autres partenaires ont examiné les nouvelles données et les progrès réalisés contre le VIH au cours des cinq dernières années et ont pris note de la nouvelle Stratégie mondiale de lutte contre le sida 2021-2026 de l'ONUSIDA et de la Déclaration politique sur le VIH et le sida intitulée : « Mettre fin aux inégalités et se mettre sur la voie de l'élimination du sida d'ici à 2030 ».



ENQUÊTES

ESTIMER LES CIBLES POUR ORIENTER LES INTERVENTIONS

Le Conseil national de lutte contre le sida en collaboration avec certains de ses partenaires, lance deux enquêtes destinées à estimer les cibles, dans le but de mieux orienter les interventions. Deux catégories sont à l'étude pour le moment : les personnes vivant avec un handicap, à travers une enquête bio-comportementale. L'autre étude concerne les populations clés à travers la localisation ou l'estimation de leur taille ainsi que de leurs comportements.



un défi majeur de la riposte à l'heure actuelle, est d'arriver à un ciblage systématique des populations clés

Enquête bio-comportementale (IBBD) chez les personnes handicapées pour la période 2021-2022.

Le Secrétariat Exécutif du Conseil national de lutte contre le sida en collaboration avec une Humanité Inclusive, les associations et fédérations d'associations de personnes handicapées, a organisé un atelier de lancement de l'Enquête IBBS sur les personnes handicapées. Cette enquête résulte d'un financement octroyé au Sénégal par l'Agence Française du Développement (AFD) par le biais d'Expertise France pour mener une Enquête bio-comportementale (IBBD) chez les personnes handicapées pour la période 2021-2022.

Les résultats de cette nouvelle enquête chez les personnes handicapées (IBBS) permettront d'orienter les interventions adaptées.

Dr Safiatou Thiam Secrétaire Exécutive du CNLS a souligné l'importance de cette enquête bio comportementale en vue d'une « réponse solide et durable à l'infection chez les personnes vivant avec un handicap particulièrement vulnérable ».

Par ailleurs a-t-elle ajouté, « il s'agit d'une occasion de réorienter les stratégies de riposte de façon à prendre en compte les préoccupations de cette catégorie de population en plus de permettre une offre de services différenciés ».

L'intégration des personnes vivant avec un handicap parmi les groupes vulnérables ciblés dans le plan stratégique 2018-2022, avait fait suite à une étude réalisée en 2015 et qui avait donné les résultats suivants : une prévalence de 1,9% avec des disparités selon le sexe (2,5% chez les femmes) et le type d'handicap (7,7% pour les personnes présentant une incapacité intellectuelle)

Le CNLS et ses partenaires lancent une étude de cartographie et d'analyse de la vulnérabilité au VIH

Le Conseil National de lutte contre le Sida a lancé une étude de la cartographie et d'analyse de la vulnérabilité des populations clés au Sénégal. En dépit de la basse prévalence du VIH au sein de la population générale, il faut noter que le taux reste élevé chez les populations clés (PS : 5,8%, HSH : 27,6%, CDI : 3,7% (Pareco 2019)). Une situation qui s'explique par la forte stigmatisation envers cette catégorie de populations et l'existence d'un arsenal législatif répressif qui pénalise les pratiques homosexuelles, l'usage de drogue et qui régit le travail du sexe.

Il en résulte une méconnaissance de certains aspects déterminants de la vie de ces sous-groupes particulièrement exposés à la recrudescence de nouvelles infections.

Les programmes sont ainsi confrontés, en ce qui concerne ces populations clés, à une insuffisance de données en termes de localisation ou d'estimation des tailles ainsi que de leurs comportements.

Par conséquent, un défi majeur de la riposte à l'heure actuelle, est d'arriver à un ciblage systématique et à grande échelle de ces groupes sans augmenter la stigmatisation envers eux.

Autant de raisons qui expliquent la commande de cette étude par le CNLS, avec l'appui de ses partenaires comme le CRCF, ENDA SANTE, le Fonds Mondial.

Cette étude devrait permettre, entre autres, de cartographier les services de prévention, et de prise en charge, d'évaluer les connaissances et comportements du VIH et IST, et d'identifier leurs besoins en matière de prévention et de prise en charge.

Les résultats de cette nouvelle enquête chez les personnes handicapées (IBBS) permettront d'orienter les interventions adaptées



1^{ER} DÉCEMBRE 2021 : **JOURNÉE MONDIALE DE LUTTE CONTRE LE SIDA.**



Mettre fin aux inégalités. Mettre fin au sida. Mettre fin aux pandémies

La journée mondiale de lutte contre le Sida 2021 est célébrée cette année sous le signe de la lutte pour l'équité. L'épidémie de Covid 19 qui persiste encore dans de nombreux endroits aura mis à nu, au cours des deux dernières années, de nombreux manquements. L'ONUSIDA évoque des « inégalités flagrantes et qui doivent constituer un signal d'alarme pour qu'à travers le monde, la priorité soit accordée à la réalisation du droit à la santé pour tous. ». Selon cette même source, il est primordial de rectifier le tir pour « mettre fin au Sida, et, du coup, protéger l'humanité contre les autres pandémies ». Il s'agit donc de changer d'orientation et de reconsidérer le financement mondial de la santé qui devra aussi concerner un accès équitable aux médicaments vitaux et aux technologies de santé. La riposte aussi devra être revue et de plus en plus basée sur les droits humains.

Et selon toujours cette institution, ces inégalités, d'ordre économique, social, culturel ou juridique, ralentissent la marche vers l'objectif d'éradiquer le Sida à l'horizon 2030.

Prise en charge des enfants et accès aux soins

Au Sénégal, l'opportunité est saisie par le Conseil National de Lutte contre le Sida (CNLS) pour attirer l'attention sur la prise en charge des enfants, ou l'accès aux services de soins pour les populations vulnérables.

” Ainsi, le mois de Décembre est l'occasion de procéder à la remobilisation des acteurs de la riposte au VIH autour des concepts d'inégalités, de stigmatisation, de droits et d'accès au traitement pour tous. “



JOURNÉE MONDIALE SIDA RÉDUIRE LES INÉGALITÉS ET PARIER SUR LES JEUNES

Le Sénégal a célébré la journée mondiale de lutte contre le Sida le 01 Décembre 2021, comme partout à travers le monde. Le thème de cette édition attirait l'attention sur la nécessité de « mettre fin aux inégalités, mettre fin au Sida, mettre fin aux pandémies ».

Le Conseil National de Lutte contre le Sida et ses partenaires ont ciblé la jeunesse pour mener la sensibilisation, avec l'objectif de mettre fin au Sida à l'horizon 2030.

Si des avancées sont obtenues dans la lutte contre le Sida, un bémol existe quand il s'agit des enfants vivant avec le VIH. Seulement 51% parmi eux ont débuté leur traitement. Des résultats qu'il faut corriger en supprimant les barrières qui empêchent les enfants et les adolescents d'accéder aux services de prévention et de soins, d'après le message du CNLS lu pour cette occasion. Une situation qui résulte souvent de difficultés économiques des parents ou des tuteurs d'« enfants orphelins et innocents». Le CNLS compte faire de la cause des enfants vivant avec le VIH, une cause nationale. La situation des enfants qui ne fait pas perdre de vue d'autres contraintes dans la riposte. Selon la secrétaire Exécutive du CNLS « il faut des moyens et nos ressources sont financées à 80% par l'extérieur et 20% par le Sénégal »

Le représentant du Ministère de la Santé et de l'Action sociale a aussi saisi l'occasion pour attirer l'attention sur les obstacles que constituent la discrimination et la stigmatisation des personnes vivant avec le VIH. Professeur Cheikh Tidiane Ndour cite aussi le faible engouement pour le dépistage de la part des populations.

Cette journée du 1er Décembre 2021 a été le couronnement d'une série d'activités initiées par les jeunes du CNLS en collaboration avec les partenaires. Un hommage appuyé leur a été rendu.



Le message du CNLS qui reitere l'engagement des jeunes et l'urgence d'appuyer les enfants vivant avec le VIH.



Responsables de l'ANCS,du CNLS,de la DLSI au cours de la ceremonie officielle



Une assistance attentive aux differents messages sur la riposte et les obstacles a contourner.

JOURNÉE MONDIALE DE LUTTE CONTRE LE SIDA

LA JEUNESSE L'ATOUT MAJEUR DU CNLS

DANS LA RIPOSTE

Les jeunes du CNLS et leurs partenaires ont été à l'honneur pour la célébration de la 33^{ème} édition de la Journée Mondiale Sida.

L'organisation de l'événement leur a été confiée et le point d'orgue a été la tenue de plusieurs panels en prélude à la célébration officielle. Divers aspects de la riposte ont ainsi été passés en revue : de la connaissance du VIH à la lutte contre la discrimination, en passant par un plaidoyer en faveur de la campagne de mobilisation de fonds pour la prise en charge des enfants atteints de VIH.

Soutenir, oui. Juger, non

Une analyse de la situation de la perception du VIH montre une certaine méconnaissance de la maladie. Le VIH reste encore associé à une maladie mortelle, ou à une conséquence de comportements inadéquats. Les jeunes initiateurs des panels ont ainsi noté un relatif manque de communication des parents à l'enfant à cause d'une certaine pudeur. Et pourtant, combattre le Sida, c'est d'abord le connaître.

Un panel des jeunes pour passer au crible les grands enjeux de la riposte.



A cette occasion une communication plus soutenue est à souhaiter. Il revient ainsi aux jeunes de relayer les informations nécessaires auprès de leurs pairs dans les quartiers, à l'école, et surtout de tirer le plus grand profit des Réseaux sociaux qu'ils fréquentent régulièrement et ainsi lutter contre les fausses informations qui y sont véhiculées sur le VIH. Il s'agit de « briser les tabous » en matière d'éducation sexuelle des enfants

« Je suis jeune, je vous soutiens »

Des témoignages de plusieurs jeunes vivant avec le VIH ont aussi permis de constater les dégâts causés par la discrimination et la stigmatisation des jeunes vivant avec le VIH. Une situation qui résulte de méconnaissances profondes du VIH/Sida. Un phénomène qui pousse les jeunes porteurs de VIH, soucieux de cacher leur statut, à s'isoler. C'est le phénomène d'auto-stigmatisation. Le premier combat que la personne vivant avec le VIH devrait mener selon certains intervenants. Ce qui entraîne un lot de conséquences notamment au niveau psycho-social. La prise en charge se situe aussi à ce niveau et non seulement à la prise régulière de médicaments. « Si le Sida ne nous tue pas, la discrimination s'en chargera » déclare l'un d'eux.



De plus, de leur avis, les mentalités n'ont pas évolué au rythme des découvertes scientifiques majeures intervenues dans la lutte contre le Sida. Ainsi il est scientifiquement prouvé que les personnes vivant avec le VIH et respectant leur traitement en arrivent à ne plus contaminer et parviennent à interrompre la chaîne de transmission. Le constat global retenu est une volonté des jeunes de se faire des relais auprès de leurs pairs. La communication sur le Sida devra dorénavant prendre en considération cette cible.

RENCONTRES DE PLAIDOYER

LE CNLS PRÉSENTE SES GRANDES ORIENTATIONS STRATÉGIQUES AUX ACTEURS GOUVERNEMENT AUX ET AUX DÉPUTÉS

La question des droits humains occupe une place prépondérante dans les nouvelles stratégies que déroule le CNLS. Le caractère complexe, voire sensible de cet aspect de la riposte au VIH, exige une grande concertation avec tous les secteurs de la vie nationale.

C'est fort de ce constat que le CNLS a initié une série de rencontres avec les acteurs gouvernementaux, les parlementaires, les spécialistes de l'information et de la communication.

Informé, sensibiliser, expliquer, écouter.

Les acteurs gouvernementaux et les parlementaires ont ainsi participé à des rencontres de Plaidoyer et de Sensibilisation sur la question des droits humains. Le but était de construire un dialogue avec ceux-ci pour un environnement

juridique favorable qui facilite l'accès aux soins de santé des populations les plus exposées au VIH. Une occasion de retracer les différentes péripéties qui ont marqué l'apparition du Sida et à la maîtrise de son évolution par une prise en charge basée sur la trithérapie.

Au Sénégal, la politique menée par les autorités en matière de gratuité des ARV et l'appui des partenaires extérieurs ont permis de freiner de façon sensible l'évolution de la maladie. La prévalence dans la population générale est relativement faible et assez concentrée au sein d'une certaine catégorie désignée populations clés considérées plus vulnérables et plus exposées (CDI, PS, MSM). Or, l'ambition d'en finir avec le Sida à l'horizon 2030, passe par une maîtrise de cette question des droits humains.



Plaidoyer avec les parlementaires qui adoptent l'idée de readapter la loi VIH



plaidoyer
avec les acteurs
gouvernementaux.
sensibiliser, informer
pour mieux comprendre
et agir

Environnement juridique : Un obstacle à contourner

En dépit de la volonté affichée des acteurs de la riposte et des décideurs politiques, force est de constater que la loi, sous certains de ses aspects, constitue un obstacle au déroulement d'une riposte saine. Toutes les catégories de populations clés sont concernées par des dispositions légales qui freinent la lutte.

A commencer par la répression des actes contre-nature (souvent associés à l'homosexualité) qui désoriente ou décourage cette catégorie de population, tentée de tourner le dos aux structures de prise en charge.

Dans ce même registre juridique, l'encadrement de l'âge légal de la prostitution (18 ans) constitue une difficulté. De plus, beaucoup de professionnelles du sexe trainent les pieds quand il est question de s'inscrire au fichier. Du coup, l'accès à la prise en charge médicale, en général, et du VIH en particulier, pose problème.

Une autre catégorie de populations clé, confrontée aux aspérités de la loi est composée des consommateurs de drogue intraveineuse. Le cadre légal actuel en effet, empêche un déroulement correct de programmes de prévention et de sensibilisation voire de prise en charge. Le programme « Réduction des Risques » qui fa-

cilite entre autres, l'octroi de seringues aux CDI, a été souvent perçu comme une complicité voire une incitation à la consommation de produits stupéfiants et qui est totalement interdite au Sénégal. Les limites dans ce domaine sont ainsi bien réelles.

Dépoussiérer la loi VIH

Et pourtant une loi VIH existe depuis 2010 mais qui a besoin d'être mise à jour en certains de ses aspects. Dans le milieu carcéral, par exemple, régné une certaine confusion entre le milieu carcéral proprement dit, géré par l'administration pénitentiaire et les centres de rééducation, gérés par la Direction de l'Éducation surveillée. Or, cette loi encadre de façon rigoureuse le dépistage des enfants, constituant un frein au déroulement de certaines stratégies, notamment par rapport à la connaissance du statut. A toutes ces imperfections, il faut ajouter la répression du délit de transmission volontaire du virus du Sida. Des spécialistes indexent le caractère biaisé du ciblage du partenaire sexuel du moment, qui même infecté, pourrait ne pas être à l'origine de l'infection de l'autre. Des parlementaires sont bien conscients des imperfections de cette loi VIH. Certains préconisent ainsi que le dépistage au VIH soit rendu plus facile, voire contraignant ou à tout le moins inscrit dans la routine des praticiens au même titre que beaucoup maladies. Les questions relatives à la pénalisation à outrance du cadre juridique et des ambiguïtés dans les concepts ont également retenu l'attention.

En tout état de cause, des spécialistes du droit attirent l'attention sur la nécessité pour la démarche de prise en charge de reposer sur les Droits Humains au nom du droit à la santé

stipulé de façon claire dans la constitution du Sénégal.

Comprendre pour agir

Les différents participants à cette série de rencontre de plaidoyer n'ont pas manqué de proposer des pistes de solution. Ainsi Les textes identifiés comme présentant quelques lacunes méritent d'être améliorés ou complétés selon le cas. Cependant le processus de ce changement sera forcément lourd et probablement long.

Il conviendra de le poursuivre, suivant les moyens les plus appropriés, pour faire avancer le cadre légal et faciliter ainsi la prise en charge des HSH, des PS et les aspects problématiques de la réglementation autour du carnet sanitaire et de la loi VIH.

On retiendra aussi que la stigmatisation et les préjugés sociaux, plus que les textes défectueux, constituent en vérité les plus grands obstacles à une prise en charge beaucoup plus complète des personnes vulnérables ou exposées au VIH/SIDA.



Il a été en conséquence préconisé de continuer à travailler dans le cadre légal actuel, en restant inventif et réaliste, pour mitiger certaines contraintes imposées par la loi.

Les parlementaires de leur côté, placent bien haut la barre. En effet, ils envisagent de travailler sur un avant-projet de texte qui sera porté pour remplacer ou amender selon le cas, la loi VIH. Une position prise après avoir pris connaissance des questions et controverses soulevées par l'actuelle loi VIH. Au préalable un atelier a été envisagé et qui sera consacré exclusivement à la relecture de la loi VIH autour des parlementaires, sous l'égide de la Commission Santé, du CNLS et d'experts qui y seront conviés.

Nouvelles orientations stratégiques du CNLS : Les BREIPS mis à niveau

Les responsables des BREIPS (Bureau Régional de l'Éducation et de l'Information pour la Santé) des 14 régions du Sénégal ont passé au crible les nouvelles orientations stratégiques mises en œuvre par le CNLS.

Deux jours de travaux à Thiès ont permis à ces responsables des bureaux régionaux de l'éducation et de l'information pour la santé de s'imprégner des grandes lignes de la campagne U=U sur la bonne observance du traitement ARV, de la question des Droits Humains dans la riposte au VIH et aussi de la prise en charge des enfants vivant avec le VIH.

Des présentations et échanges ont permis d'adopter certaines recommandations parmi lesquelles, en ce qui concerne U=U, l'implication, dans toutes les régions, des personnes vivant avec le VIH dans la mise en œuvre de la campagne.

Sur la question des droits humains, il est suggéré de redynamiser les cadres de concertation pour une meilleure harmonisation des interventions dans le cadre de la lutte contre le VIH.

Les BREIPS n'ont pas manqué d'observer, par rapport à la campagne de mobilisation de ressources destinées à la prise en charge des enfants vivant avec le VIH, la nécessité d'exploiter des solutions locales au parrainage et au soutien dans l'appui de la prise en charge des enfants.



Les responsables de la communication sanitaire des 14 régions du Sénégal à Thiès

La mise en œuvre de ces différentes campagnes dans les régions du pays se fera en tenant compte de certains aspects comme d'inventorier les besoins ou ressources en tenant compte des spécificités des régions. Par ailleurs il est retenu d'impliquer toutes les parties prenantes dans la mise en œuvre à travers un partage d'information avec tous les bureaux régionaux de communication.

Une riposte résiliente malgré le contexte de COVID 19 : Le CNLS déroule deux campagnes : la prise en charge des enfants, une bonne observance du traitement (U=U)

En dépit de la persistance de l'épidémie à coronavirus qui a secoué le monde entier, la lutte contre le Sida s'est très tôt adaptée à travers des initiatives visant à maintenir la continuité de la prise en charge des personnes vivant avec le VIH et d'amoindrir les conséquences de la Covid 19. Le CNLS et ses partenaires, ont, en dépit des aléas, mis en œuvre des stratégies afin de poursuivre les soins et services essentiels de traitement et dépistage.

Cette capacité de résilience permet de dérouler deux grandes campagnes autour de la prise en charge des enfants et d'une bonne observance du traitement ARV.

Ainsi, la campagne 2021 « takhawou khaléyi », sera l'occasion pour le CNLS et ses partenaires, de mobiliser des ressources afin d'accélérer la prise en charge complète des enfants.

Pendant ce temps la campagne U=U (Undetectable=Untransmissible) ou Non détectable=Non transmissible. En somme, il s'agit de rappeler qu'une bonne observance du traitement ARV rend le virus indétectable et que par conséquent, le porteur ne contamine plus. Briser l'association Sida et mort, en résumé.

U=U : faire sa vie avec le VIH : Oui, c'est possible.

Au Sénégal, les efforts déployés dans la riposte ont permis d'obtenir des résultats encourageants avec une baisse régulière des nouvelles infections, une augmentation significative des personnes vivant avec le VIH (PVVIH) mises sous traitement, (51,6%) Il est établi que le traitement Antirétroviral ARV a progressé et donné



des résultats satisfaisants au point que les personnes infectées par le VIH peuvent vivre en bonne santé sans risque de transmettre sexuellement le virus à d'autres personnes, tant qu'elles sont sous traitement ARV efficace.

Pour rompre la chaîne de transmission du Sida, le Sénégal a ainsi lancé une campagne de communication sur le traitement antirétroviral. Le but est de Pro-mou-voir l'observance au traitement antirétroviral, de contribuer à éliminer la transmission mère-enfant, et à réduire la stigmatisation des personnes vivant avec le VIH, IL est aussi question d'améliorer la qualité de vie des femmes, des hommes, des enfants vivant avec le Sida. Cette campagne a pour cibles la population générale, les personnes vivant avec le VIH, les prestataires qui s'occupent de la prise en charge des personnes porteuses du virus à savoir les médecins, sages-femmes, infirmiers, assistants sociaux, médiateurs.

Dr Marie Khémessie Ngom Ndiaye, Directrice générale de la Santé publique, qui a lancé cette campagne a ainsi salué les avancées notées par le Sénégal en matière de lutte contre le VIH. « Les dernières statistiques sur l'état de l'épidémie notent que 27,5 millions de personnes avaient accès à la thérapie antirétrovirale en 2020. Les décès liés au Sida ont été réduits de 64% depuis le pic de 2004 et de 47% depuis 2010. La mortalité liée au Sida a diminué de 53% chez les femmes et les filles et de 41% chez les hommes et les garçons depuis 2010 », note Demba Koné, représentant de l'Onu-sida à Dakar. Selon lui, cette tendance positive est aussi notée au niveau national.

En outre, il a déclaré que les données de 2020 estiment que 30 431 personnes vivant avec le Vih sont sous traitement, représentant ainsi 89% de la cohorte nationale. Et 84% des personnes sous traitement ont une charge virale indétectable. Malgré ces résultats, il reconnaît qu'un nombre important de malades est encore exclu de l'accès au traitement et aux soins. La campagne de communication U=U/ Undetectable (Non détectable) = Untrans-missible (Non transmissible) doit permettre un changement de mentalité, d'après Demba Koné. « Ce concept, qui a été utilisé aux Etats-Unis, constitue une révolution scientifique d'une importance capitale pour tous ceux et celles qui vivent avec le VIH. Ça va changer la vision des populations sur le Sida et contribuera à réduire la stigmatisation et la discrimination », a exprimé la Secrétaire exécutive du Conseil national de lutte contre le Sida au Sénégal (CNLS), Dr Safiatou Thiam. A son avis, « la campagne U=U renforce la promotion des traitements Arv. Elle affirme que les personnes vivant avec le VIH sous traitement avec une charge virale indétectable ne peuvent plus transmettre le VIH. Cette campagne met donc en lumière les avancées de 20 ans de recherche qui ont

prouvé l'efficacité du traitement contre le Sida pour améliorer non seulement la qualité de vie des personnes mais aussi à réduire leur mortalité et la transmission du VIH ».

U=U : Une estime de soi rehaussée pour les PVVIH

Mme Soukeyna Ndiaye est la présidente du Réseau des personnes vivant avec le VIH, RNP+. Elle a sillonné plus de six régions du Sénégal pour débiter sa tournée de sensibilisation sur l'importance et les conséquences positives d'une bonne observance du traitement VIH. Cette campagne traduit, de son point de vue, un « rêve devenu réalité ». Et de rappeler le sentiment de désespoir résigné qui habitait dans un premier temps les personnes vivant avec le VIH. SIDA synonyme de mort lente à cette époque. Elle se souvient des différentes étapes qui ont rythmé la vie de ces personnes.



**dound ak sida
té doo ko walé,
meun na nek**

U
égal
U

dakkol walanté
sida

CTA 800 00 30 30 VERT 800 00 50 50

U=U | undetectable = untransmittable
non détectable = non transmissible

PEPFAR USAID EpiC CNLS IntraHealth MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE L'ACTION SOCIALE

Du taux de CD4 à la notion de charge virale indétectable, bien du chemin a été parcouru, avec toujours chez les PVVIH, le secret espoir de ne plus contaminer pour mener une vie normale.

Et, poursuit-elle, cette campagne, en plus de renforcer l'estime de soi chez les PVVIH, « est une façon de diminuer l'auto-stigmatisation. » De plus, c'est dorénavant le regard de la population générale vis-à-vis de cette catégorie de personnes qui va changer. La personne vivant avec le VIH ne sera plus aux yeux de certains, un homme à part mais un individu comme tout autre dans la société,

ayant ses espoirs, ses ambitions et ses succès. Consciente des conséquences notables que cette campagne peut avoir sur l'opinion et sur le mental des PVVIH, elle a pris son bâton de pèlerin pour rappeler pendant 15 jours à tous les auditoires et en toutes occasions ceci « les personnes vivant avec le VIH et qui observent de façon stricte leur traitement ne contaminent plus et vivent bien ». Elle ne se lasse pas de le dire, de le marteler, et de le rappeler. La cible particulière est la population générale qui ignore très souvent une chose que déjà presque toutes les pvvih savaient déjà. Tout simplement U=U.

TAKHAWOU KHALÉYI LA CAMPAGNE QUI PLACE L'ENFANT AU CŒUR DE LA RIPOSTE



Si les résultats de la riposte sont globalement encourageants, la situation des enfants vivant avec le VIH constitue un talon d'Achille dans la riposte contre le Sida au Sénégal.

En effet, sur 3900 enfants infectés, seuls 1400 bénéficient d'une prise en charge correcte tandis que 71% des enfants nés de mère séropositive ont été dépistés de façon tardive. En résumé, un constat qui retient l'attention, est que deux enfants sur trois ne sont pas dépistés avec des décès deux fois plus élevés que chez les adultes. Or, sans traitement adéquat, un enfant sur trois ne dépasse pas un an de vie.

Plusieurs facteurs contribuent à limiter la prise en charge des enfants dont la situation socio-économique est très souvent précaire. Ainsi, des difficultés d'assurer le transport entraînent de façons fréquentes des rendez-vous non respectés. « La conséquence est une non observance et son lot d'effets sur la santé de l'enfant qui devient maladif et absentéiste en classe » comme l'affirme Nd.A.Diop, responsable de l'association ABOYA qui a longtemps travaillé avec les enfants vivant avec le VIH et leurs familles.

Elle explique qu'il arrive que l'argent disponible dans la famille serve à assurer la dépense quotidienne pour tous, plutôt qu'à assurer le transport de l'enfant vers une structure de prise en charge. A cela il faut ajouter une alimentation qui n'est pas toujours des meilleures. Or, la prise d'antirétroviraux suppose une alimentation saine.

Par ailleurs, l'enfant atteint de VIH, souvent orphelin d'un ou des deux parents, subit la stigmatisation et la discrimination de la part de membres de la famille qui en assurent la garde du fait d'une certaine ignorance.

Il arrive même que des parents vivant avec le VIH éprouvent des difficultés pour annoncer son statut sérologique à l'enfant de peur de se faire juger par ce dernier. Il en résulte un jeu de cache-cache dans lequel le perdant est l'enfant qui se trouve du coup en échec thérapeutique.

Convergence : La solution par le mouvement associatif

« Une prise en charge qui ne se limite qu'au VIH », semble regretter Seydina B. Le secrétaire général du Réseau Convergence (qui regroupe plus de 100 jeunes vivant avec le VIH à Dakar et dans plusieurs régions du pays), aurait préféré que les enfants soient pris en charge pour les autres maladies qui touchent les personnes de cet âge aussi.

Aux difficultés de prise en charge médicale, s'ajoutent aussi d'autres, comme celle relative à l'état civil. En effet, très souvent on est face à des orphelins dont les parents n'ont pas déclaré la naissance. Et c'est au moment d'inscrire l'enfant à l'école que l'on constate cela. Un problème auquel le Réseau Convergence essaie de trouver une solution avec l'assistance de la Secrétaire Exécutive du CNLS.

Notre interlocuteur confirme la stigmatisation des orphelins du VIH dans certaines familles. Ce qui empêche une prise régulière de médicaments dans un contexte de promiscuité familiale. Un aspect qui rappelle tout le travail qui reste pour faire comprendre le VIH à la population.

Et pourtant La génération des 25-30 ans vivant avec le VIH semble plus chanceuse. Seydina né il y a bientôt trente ans se rappelle qu'avec l'appui des bailleurs, la prise en charge était plus aisée. « On a pu bénéficier d'appuis au niveau de la prise en charge médicale, au niveau des inscriptions et des fournitures scolaires, au niveau nutritionnel et même notre transport .Il arrivait même que des bailleurs se déplacent jusque dans nos domiciles pour constater notre habitat. » Il ajoute : « Le réseau aurait bien aimé assister nos jeunes frères comme on l'a fait pour nous mais nous n'en avons pas les moyens »

Le Réseau Convergence a été mis en place en 2018 et compte des représentants dans 10 des 14 régions. Le défi principal en ce moment avec l'appui du projet EVA est de dérouler le plan de transition. IL s'agit d'accompagner vers les sites adultes les jeunes de plus de 16 ans pour leur éviter le dépaysement et leur permettre de s'adapter. Quelques membres ont subi une formation pour cela en plus d'autres formations en leadership.

Un constat qui explique la campagne takahawou khaléyi qu'initie le CNLS qui va contribuer à la prise en charge sociale des enfants vivant avec le VIH , Informer, sensibiliser et mobiliser la population, les décideurs et les Partenaire techniques et financiers, et le secteur privé sur la problématique des Enfants vivant avec le VIH .



DAOUDA DIOUF
Institut de la Société Civile

1 L'institut de la société civile et l'ONUSIDA ont organisé un sommet sur le VIH ces derniers jours. Que peut-on retenir de cette rencontre de trois jours à Dakar ?

- Cette rencontre était nécessaire pour donner un nouvel élan à la lutte contre le VIH en Afrique de l'Ouest et du Centre. L'apparition brutale du COVID-19 a fragilisé les systèmes de santé du monde plus particulièrement ceux des pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre et a remis en cause les acquis de la riposte contre le VIH durement obtenus durant les quatre décennies.
- Ce sommet régional de haut niveau qui a réuni une trentaine de pays et plus de 350 délégations dont 17 ministre de la santé, l'essentiel des bailleurs de fonds pour le VIH la France, le

Luxembourg, le PEPFAR, l'OMS, des experts des Nations Unies, scientifiques, universitaires, de tous les acteurs de la société civile venant de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, sous le parrainage de son excellence Macky Sall, président de la république du Sénégal a été l'occasion de remobiliser tous les acteurs de la riposte à tous les niveaux. A travers une trentaine de sessions et un segment politique de haut niveau, les acteurs se sont penché sur la question du VIH pédiatrique, du financement et sur les lacunes qui freinent les réponses au VIH. Ce conclave de trois jours s'est conclu par un appel à l'action au plus haut niveau. Le président Macky Sall accueillant ce sommet s'est engagé à porter cet appel à l'action auprès de l'Union africaine et a promis des fonds supplémentaires pour le mettre en œuvre au Sénégal et dans toute la région.

- Au-delà de l'engagement du président sénégalais, il a été noté aussi un fort engagement des bailleurs de fonds à poursuivre les efforts dans la lutte contre le VIH, le COVID afin de combler le gap de la région mais de mettre en place des ripostes efficaces contre les pandémies futures. Pour sa part, la société civile s'est positionnée comme un acteur incontournable de la riposte par sa contribution à la lutte contre le VIH et la COVID mais aussi par son expérience dans la lutte contre ces pandémies.

- Enfin il nous faut un financement domestique et international accru qui permettra à la région de soutenir les actions à entreprendre pour mettre à cette pandémie.

3 **L'institut de la société civile entend redynamiser la lutte contre le VIH à un moment où d'autres maladies persistent, ou apparaissent en Afrique, tandis que l'apport en ressources des partenaires baisse et que les conditions économiques de nos états ne sont pas au mieux. Comment pensez-vous atteindre vos objectifs dans ces conditions ?**

- Le sommet de Dakar a été une première, conjointement organisé par l'ONUSIDA et l'Institut de la société civile pour le VIH et la santé dont la mise en place répond à un impératif de mobilisation des acteurs communautaires de repositionnement de leur contribution dans toutes les réponses en santé.

Historiquement, la mobilisation de la société civile a toujours été un tournant important pour les changements de politique, la redéfinition des priorités et la mobilisation des partenaires techniques et financiers afin d'intensifier la lutte contre le sida.

Le sommet de Dakar a été un moment de mobilisation à la fois politique pour se pencher de manière spécifique sur l'Afrique de l'Ouest et du Centre, appeler à plus d'investissement dans la région en matière de santé et développer ensemble des stratégies pour permettre à nos pays de maintenir la réponse contre le sida d'intentions de performances à la hauteur des défis de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (instabilité politique, et sécuritaire, jeunesse de sa population, économie fragile et un contexte de surcroît fragilisé par le COVID-19).

2 **Les préoccupations de la société civile semblent avoir été prises en compte sous bien des aspects, entre autres en ce qui concerne la reconnaissance de la société civile comme partie incontournable des systèmes de santé. Quels sont les défis majeurs qu'il faut relever maintenant ?**

- Le défi majeur le suivi et la matérialisation de tous les engagements pris lors de ce sommet. C'est pourquoi nous avons demandé à mettre en place un mécanisme de suivi qui rendra compte de la mise en application des engagements.
- Il nous faut aussi dans tous les pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre construire une riposte régionale qui s'inspire des recommandations du sommet et qui tient compte des réalités locales des pays. Cela permettrait d'élargir l'offre de services de traitement et de prévention du VIH par des organisations communautaires en partenariat avec le système de santé publique impliquant la société civile, les communautés affectées par le VIH, le milieu hospitalier, le niveau opérationnel, le secteur privé, l'État, les scientifiques pour mettre fin à l'épidémie d'ici à 2030.

ORPHELINS ET ENFANTS VULNÉRABLES : DES KITS ALIMENTAIRES POUR UNE MEILLEURE RÉSILIENCE

Le Réseau National des Personnes vivant avec le VIH (RNP+) a reçu des kits alimentaires et des produits sanitaires, d'hygiène et d'entretien. Cet appui destiné à 70 orphelins et enfants vulnérables membres du RNP+ est un appui du Système des Nations unies à travers l'ONUSIDA.

La cérémonie de remise a eu lieu au siège dudit réseau. Une occasion pour la présidente du RNP+ de réitérer ses remerciements aux différents partenaires impliqués dans la riposte au VIH.

Dr Fatou Nar Mbaye, représentant la Secrétaire Exécutive du CNLS, a rappelé l'urgence sanitaire que constitue la Covid 19 avec des conséquences sur le déplacement des populations et leurs rapports avec les structures de santé. Le CNLS a

ainsi, selon elle, très tôt, mis en place un plan de résilience qui prévoit l'accompagnement des plus vulnérables. Et a-t-elle poursuivi, les résultats encourageants obtenus sont le fruit de l'engagement de toute une communauté et de partenaires comme l'ONUSIDA.

Des efforts immenses sont accomplis dans la lutte contre le VIH au Sénégal. Toutefois, comme l'a dit Siaka Coulibaly, représentant résident des Nations Unies au Sénégal : Le travail devra se poursuivre pour assurer une meilleure prise en charge des Personnes Vivant avec le VIH (PVVIH) et en particulier des enfants vulnérables.

Le RNP+ est une instance de coordination, de plaidoyer et de lutte pour une meilleure prise en charge des PVVIH et populations vulnérables.



Les bénéficiaires
du don de kits et
produits phyto sanitaires

DISCRIMINATION ET STIGMATISATION : RELIGIEUX ET EXPERTS MÉDICAUX MONTENT AU CRÉNEAU

Le CNLS a entamé depuis quelques semaines une tournée à travers les différentes régions du pays. Il s'agit de concertations avec les leaders et acteurs religieux, destinées à les sensibiliser sur la discrimination et la stigmatisation des populations clé.

En effet, si la prévalence au sein de la population générale est de 0,5%, (EDS continue 2017), elle apparaît élevée chez ces catégories de la population que sont les Professionnelles du sexe (5,82% ANSC 2019), les hommes ayant des relations avec les hommes (27,6%(2017)), et les consommateurs de drogue intraveineuse (3,7%(2019)).

Or, on constate de fréquents comportements discriminatoires vis-à-vis de ces personnes, rendant problématiques leur accès aux soins de santé. Une situation qui freine de façon considérable la riposte au VIH et remet en question l'objectif essentiel d'éradiquer le Sida à l'horizon 2030.

La tournée initiée par le CNLS et l'Association Nationale des Religieux et Experts Médicaux (ANREMS) est ainsi une occasion de mener un plaidoyer auprès des leaders et acteurs religieux. Le but est de contribuer à la réduction de la stigmatisation et discrimination des PVVIH et des populations clés pour la création d'un environnement favorable dans le respect de la dignité humaine et les réalités socio-culturelles. Les leaders religieux constituent un support permettant de véhiculer les messages afin d'atteindre la population générale et favoriser un environnement favorable à l'adoption de comportements à moindres risques dans le respect des principes de la lutte contre le sida en général et la protection des droits humains des PVVIH et des populations-clé en particulier.

Vaincre la stigmatisation et la discrimination : informer et sensibiliser d'abord.

Ces leaders religieux, une fois le décor campé, ont dégagé des pistes de solution. Certains préconisent d'aborder, au cours de leurs sermons, les questions liées à la tolérance et au soutien nécessaire dont doivent bénéficier les personnes malades comme le disent les livres saints (Coran et Bible)

L'ANREMS, en dehors d'envisager la vulgarisation de son Guide conseille d'initier des émissions de sensibilisation à travers les radios communautaires pour vaincre l'ignorance en matière de VIH. Une situation qui est à l'origine de tous les comportements discriminatoires à l'égard des populations clés

Le guide religieux a des responsabilités qui sont entre autres « d'éclairer les égarés, mais doit surtout rappeler que le devoir de juger son prochain doit être réservé au Seigneur suprême » comme nous le dit un imam de Diourbel.

L'idée générale retenue est, de l'avis des religieux, de respecter un plan d'action et se réunir de façon plus fréquente de sorte à évaluer les avancées ou les difficultés rencontrées.



Les Religieux de Tambacounda qui s'engagent à rester des partenaires incontournables dans la riposte au VIH



Mme Byanyima signant le livre d'or d'un stand tenu par une association de pensionnaires du CEPIAD

Journées portes ouvertes du CEPIAD: Mme Winnie Biyanyima, Directrice Exécutive de l'ONUSIDA en invitée de marque.

Le Centre de Prise en charge Intégrée des Addictions de Dakar a mis les petits plats dans les grands pour recevoir **Mme Winnie Biyanyima**. La Directrice Exécutive de l'ONUSIDA, accompagnée de la Secrétaire Exécutive du CNLS, a pu visiter des stands érigés pour l'occasion, et écouter les avis des usagers du CEPIAD.

Mme Winnie Biyanyima a réitéré sa volonté et l'engagement de l'ONUSIDA à accompagner le centre et le gouvernement du Sénégal dans leur mission de préserver des vies.

Mme Biyanima a eu l'occasion d'écouter plusieurs pensionnaires au cours d'une causerie et a déclaré : « notre cœur de métier est de sauver des vies et nous voyons comment le gouvernement du Sénégal et le CNLS contribuent à sauver des vies et nous entendons poursuivre notre engagement à accompagner cette initiative »

La secrétaire Exécutive du CNLS, Dr Safiatou Thiam, s'est à sa suite, réjouie de la visite de Mme la directrice de l'ONUSIDA au Sénégal et au CEPIAD. Ce centre qui ; a-t-elle rappelé, figure parmi les cibles prioritaires du CNLS.



Dr Idrissa BA coordonnateur du CEPIAD et ses collaborateurs reçoivent leur hôte de marque

2004 usagers de drogue pris en charge

2004 personnes sont actuellement suivies au niveau du CEPIAD. Ces chiffres ont été révélés par Idrissa Ba, médecin psychiatre au Chu de FANN. Réagissant à l'issue de la visite de la Directrice de l'ONUSIDA, le médecin a soutenu que leur structure attend de l'institution onusienne une forte sensibilisation, une réforme des politiques de gratuité et une augmentation des ressources mises à la disposition des centres qui travaillent dans la prise en charge des usagers de la drogue.



La directrice de l'ONUSIDA et la Secrétaire Exécutive du CNLS suivant une causerie de pensionnaires

WINNIE HABYANAMA VISITE LE CNLS AU TOUR DES JEUNES DE REPRENDRE LE FLAMBEAU DE LA RIPOSTE

Mme Winnie Habyanama a effectué Mercredi 03 Novembre 2021, une visite au siège du Conseil National de Lutte contre le Sida.

La Directrice Exécutive de ONUSIDA, accompagnée de son représentant au Sénégal a saisi l'occasion pour s'imprégner des enjeux majeurs de la riposte initiés par le CNLS qui tournent autour de la résolution des difficultés liées à la prise en charge des enfants vivant

avec le VIH et de l'accès aux soins pour les populations vulnérables.

Mme Habyanama a réitéré les dispositions de son organisme à accompagner et assister le CNLS dans ces différentes tâches. Elle a surtout insisté sur la nécessité pour les jeunes de s'engager dans la riposte et de se montrer disposés à relever le flambeau.

Presentation des grands enjeux de la riposte sous la ferule du CNLS.





Le personnel du CNLS autour de Winnie Habyanama



Présentation des grands enjeux de la riposte sous la férule du CNLS.

RÉDUIRE LA STIGMATISATION ET DÉPISTER LES ENFANTS LE MINISTÈRE DE LA FAMILLE JOUE SA PARTI- TION DANS LA RIPOSTE

Le Ministère de la Femme, de la Famille, du Genre et de la Protection des Enfants organise sur deux jours, en collaboration avec le CNLS, un « Atelier de plaidoyer pour la réduction de la stigmatisation et le dépistage des enfants à l'infection à VIH »

Si de bons résultats sont notés dans la riposte, de façon générale, le constat est que les enfants

semblent rester en rade. De ce fait, sur **3900 enfants infectés par le VIH** dans notre pays, **1609 ont été diagnostiqués (41%)** et **1447 ont eu accès au traitement antirétroviral (37%)**.

Cette situation s'explique entre autres, par l'insuffisance de l'intégration du dépistage au niveau des points d'entrée des enfants.



Cet atelier destiné aux services en charge des enfants du Ministère, aux prestataires au niveau des centres de santé et aux leaders communautaires « symbolise l'engagement du Ministère aux côtés des acteurs de la riposte contre le VIH » comme l'a rappelé la représentante de l'UNICEF **Dr Ndéye Fatou Ngom**.

La Secrétaire Exécutive Adjointe du CNLS **Dr Fatou Nar Mbaye**, de son côté, a estimé que « la situation des enfants non dépistés ou stigmatisés constitue un obstacle important dans l'atteinte des

objectifs visés. » Elle a rappelé à ce propos que le CNLS envisage de lancer sous peu une campagne destinée à mobiliser des ressources et à sensibiliser sur la situation des enfants vivant avec le VIH.

En tout état de cause, le Ministère de la Famille compte, comme l'a précisé le Directeur de Cabinet **Ciré LO**, poursuivre sa collaboration avec les acteurs de la riposte contre le VIH. Car, a-t-il dit : « laisser les enfants en rade signifie un recul dans la lutte que nous menons tous ensemble contre le VIH »





Adresse : CHU FANN Code postal : 25927 Ville : Dakar - Pays : SENEGAL
Tél : 33 869 09 09 - Email : cnls@cnls-senegal.org
www.cnls-senegal.org



Cnlssenegal



@CnlsSenegal



cnlssenegal